



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article147>

Ligne de mire de l'Authentique

Les avantages d'un Gouvernement d'union nationale

- Articles de presse - Editorial -



Date de mise en ligne : lundi 16 avril 2007

Union des Forces de Progrès

Le débat sur un gouvernement d'union nationale divise la scène politique. La disponibilité affichée et exprimée par l'opposition de « coopérer » avec le président élu a été mal « reçue » par les caciques du Mithaq qui veulent s'accaparer de la gestion des affaires. Eux qui n'avaient fait qu'à peine 24% des voix lors du premier tour des élections. Au second, plus de 50% des mauritaniens qui n'avaient pas suivi Sidioca au premier tour se sont rabattus sur lui (grâce à l'effet Messaoud et Zeine) pour plébisciter le changement. L'autre moitié, elle, voulait aussi le changement, mais sous le label de l'ex-opposition.

Si aujourd'hui la Mauritanie a besoin d'un tel gouvernement, c'est parce que la période à venir est plus que décisive pour l'avenir du pays. Les enjeux internes avec des dossiers complexes et « lourds » comme l'unité nationale et son corollaire du passif dégueulasse du régime déchu (déportés, passif humanitaire) et les problématiques de l'esclavage, des réformes de l'administration, de l'enseignement, de la justice, du rôle de l'armée dans la République, le raffermissement de la démocratie et la gestion des libertés ainsi que l'impérieuse nécessité de montrer aux Mauritaniens qu'une autre Mauritanie était possible, exigent un consensus, pas dans la rue, mais aussi au niveau de la décision et de son exécution.

Le contexte national caractérisé par tant d'incertitudes, de craintes et d'attentes fortes pour l'avenir est doublé par un contexte international assez dangereux. Dans les pays voisins, l'instabilité pointe de partout. Surtout qu'au Mali, des élections présidentielles qui menacent d'être agitées sont en cours d'organisation. Au Sénégal, l'instabilité politique pointe aussi son nez avec une opposition qui menace de boycotter les élections législatives avec des conséquences que nul ne peut prévoir. Au nord, le réveil de la terreur islamiste, notamment en Algérie et au Maroc nous interpellent à plus d'un titre, d'autant qu'on est la porte d'à côté pour nos voisins du nord. En d'autres termes, nous sommes malheureusement aussi une cible potentielle de cette terreur aveugle qui ravage la zone. La détention sans procès depuis deux ans d'éléments présumés salafistes jihadistes et la persistance de rapports diplomatiques entre notre pays et Israël donne aux extrémistes sanguinaires l'alibi pour s'en prendre à nous. En plus, la porte ouverte qu'est devenu notre pays, grâce à la transsaharienne et les routes frontalières nous met aussi en défi face aux vagues d'immigrants aussi bien du nord que du sud et auxquelles nous devons bien nous préparer.

Ce ne sont donc pas les défis et les enjeux qui manquent. C'est plutôt la solidarité, la collégialité et la participation de tous à imaginer, à proposer des solutions et des stratégies bien dessinées et bien appliquées qu'il nous faut.

Si les Mauritaniens semblent réellement attachés et même enchantés par cette idée d'un gouvernement d'union nationale, c'est que quelque part, il y a eu faillite dans les anciens modes de gouvernement. Pour une fois, notre peuple n'a pas eu la mémoire courte. Ceux qui crient haut et fort contre une telle idée sont ceux-là mêmes qui avaient gouverné le pays pendant les dernières trois décennies. Ils sont inséparables des passifs criants et des déficits inextricables que nous devons aujourd'hui colmater. Leur remettre le pays au nom d'une majorité certes respectable, et compter sur eux pour la judicieuse et parfaite résolution des questions qui urgent, ne nous emballe pas.

Un gouvernement d'union nationale donnera à la Mauritanie l'avantage d'apaiser les esprits, de réconforter tout le monde sur le mode de gestion des gros dossiers. Ce gouvernement doit être, un gouvernement temporel pour une période ne pouvant pas excéder deux ou trois ans. Le temps nécessaire pour exécuter les grandes tâches complexes qui attendent la Mauritanie. Ensuite, les acteurs politiques, verront, après un bilan commun, quel futur il veulent donner à cette « collaboration ». Ainsi, la Mauritanie gagnera la confiance de tous. Ceux qui avaient l'habitude de s'accaparer de l'Etat, de ses décisions, de ses orientations et de ses ressources auront appris à composer avec les autres et à apprivoiser leur propre peur lié au partage du pouvoir. Ceux qui étaient dans le camp

Les avantages d'un Gouvernement d'union nationale

de l'opposition gagneront, eux, à se frotter à la réalité rugueuse de la gestion et des contraintes qui pèsent sur les décideurs. Tous auront participé à la gigantesque oeuvre de réconcilier les Mauritaniens avec leur Etat et avec ses hommes politiques qui n'auront alors qu'un seul souci partagé : servir le pays, tout le pays, son peuple, tout son peuple.

Amar Ould Béja